

Extrait du Registre des Délibérations
Séance du 25 janvier 2018
Nombre des Membres en exercice : 78

OBJET : 2018-01-10- FONCTION PUBLIQUE (4.1.1) - CONVENTION DE PARTENARIAT PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL

DATE DE CONVOCATION : 18 JANVIER 2018

DATE DE L’AFFICHAGE : 02 FEVRIER 2018 de l’extrait de Délibération

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s’est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1^{er} étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Fabrice CHARTREUX, Président.

<u>Etaient présents :</u>	André FONTAINE, Jean-Louis CLAUDON, André FONTANA (ayant la procuration de Thierry BAUER), Gérald LIOUVILLE, Jean Paul LOUIS (ayant la suppléance de Jean Luc LELIEVRE), Claude MANET, Emmanuel PAYEUR, Bernard FABING, Fabrice CHARTREUX (ayant la procuration de Jean Luc STAROSSE), Laurent GUYOT (ayant la procuration de Christine ASSFELD LAMAZE à partir de la 2018.01.11), Francis SIEDLECKY, Roger SILLAIRE (ayant la procuration de Yolande AGRIMONTI), Christophe MAURY, Isabelle GUILLAUME, Patrice KNAPEK, André MAGNIER, Michèle PILOT (ayant la procuration d’Isabelle GASPARD), Philippe MONALDESCHI (ayant la procuration de Bruno BECK), Bernard DROUIN, Raphaël ARNOULD (ayant la procuration de Christine THERMINOT), Gérard BOULANGER, Corinne LALANCE, Damien BRASSEUR, Régis MATHIEU, Roger JOUBERT, Clément VERDELET, Chantal PIERSON, Patrick THIERY, Bernard DEPAILLAT (ayant la procuration de Gérald ERZEN), Philippe HENNEBERT, François MANSION, Jean-François MATTE, Kristell JUVEN, Geneviève BRINGUIER (ayant la suppléance de Xavier RICHARD), Alde HARMAND (ayant la procuration de Gérard HOWALD), Jorge BOCANEGRA (ayant la procuration de Matthieu VERGEOT), Christine ASSFELD LAMAZE (départ à la 2018.01.11), Olivier HEYOB, Catherine BRETENOUX, Lucette LALEVEE (ayant la procuration de Lydie LEPIOUFF), Marie VIOT, Alain BOURGEOIS, Malika GHAZZALE, Catherine GAY (ayant la procuration de Claudine CAMUS), Mustapha ADRAYNI (ayant la procuration de Fabrice DE SANTIS), Fatima EZAROIL, Marie-Jeanne CHRETIEN, Alain COCUSSE, Etienne MANGEOT (présent à compter de la 2018.01.05 - ayant la procuration de Jean-Robert GORCE), Guy SCHILLING, Christelle AMMARI, Denis PICARD, Jean Pierre COUTEAU, Dominique PERRIN.
<u>Etaient excusés :</u>	Jean-Luc LELIEVRE, Jean-Luc STAROSSE, Yolande AGRIMONTI, Jean-Robert GORCE, Isabelle GASPARD, Bruno BECK, Christine THERMINOT, Frédérique SAUVAT, Gérald ERZEN, Xavier RICHARD, Lydie LEPIOUFF, Fabrice DE SANTIS, Gérard HOWALD, Matthieu VERGEOT, Claudine CAMUS, Thierry BAUER.
<u>Avis de procuration :</u>	13 avis de procuration du début à la 2018.01.10 – 14 avis de procuration de la 2018.01.11 à la fin.
<u>Avis de suppléance :</u>	2 avis de suppléance du début à la fin.
<u>Secrétaire de séance :</u>	Gérald LIOUVILLE
<u>Nombre de présents :</u>	53 présents du début à la 2018.01.04 – 54 de la 2018.01.05 à 2018.01.10 – 53 de la 2018.01.11 à la fin.
<u>Nombre de votants :</u>	66 votants (53 présents + 13 procurations) du début à la 2018.01.04 - 67 votants (54 prés + 13 proc) de la 2018.01.05 à 2018.01.10 – 67 votants (53 prés + 14 proc) de la 2018.01.11 à la fin.

Le code du travail et le Décret 85-603 du 10/07/1985 imposent aux employeurs publics une obligation de résultat dans le domaine de la prévention.

La prévention est le socle fondamental de toute démarche de santé. Cette convention de « Partenariat Prévention et Santé au Travail », stratégique, souple et fédératrice, a pour ambition d'accompagner l'autorité territoriale pour assurer la sécurité et la qualité de vie au travail de ses agents.

Dans un contexte de mutation de l'environnement territorial et de vieillissement de la population des fonctionnaires territoriaux, sa mise en œuvre doit contribuer à l'amélioration continue des conditions de travail et à la préservation de la santé physique et mentale des agents.

L'employeur est l'acteur principal de la prévention des risques professionnels. Pour mener à bien cette démarche, il peut s'appuyer sur l'expertise des acteurs du pôle prévention mis à disposition par le biais de cette convention.

Le Centre de Gestion met en œuvre, au profit de la collectivité une équipe pluridisciplinaire de prévention et santé au travail comprenant des médecins agréés, infirmiers du travail, des ingénieurs et techniciens en hygiène et sécurité, ergonomes, médiateurs du travail, psychologues du travail, assistant de service social au travail. Régulièrement elle est renforcée par l'intervention du pôle emplois et carrières qui intervient sur les questions statutaires, de gestion prévisionnelle des emplois et compétences, et sur les questions de mobilité. Le Centre de gestion met à disposition de la collectivité un Agent Chargé d'assurer la Fonction d'Inspection (ACFI) dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

Il est précisé que la collectivité dispose d'un conseiller de prévention.

Les modalités de fonctionnement du service de médecine préventive sont susceptibles d'évolution en fonction d'une part de modification des textes réglementaires et législatifs, et d'autre part des conditions pratiques et financières définies par le Conseil d'Administration du CDG 54.

L'équipe pluridisciplinaire de prévention et santé au travail accompagne la collectivité en ce qui concerne :

- L'amélioration des conditions et de l'organisation du travail dans les services
- L'hygiène générale et la sécurité des locaux de service et des restaurants administratifs
- L'adaptation et l'aménagement des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine
- La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et des risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel
- L'accompagnement psychosocial des agents en difficulté physique et/ou psychique
- L'information sanitaire

→ Dans le volet médical, l'ensemble des agents bénéficie d'un examen infirmier périodique au minimum tous les 2 ans. Une visite annuelle est préconisée pour les personnes handicapées, agents techniques, les agents travaillant avec des enfants, agents titulaires de CACES, agents travaillant en cuisine, apprentis, agents occupant un poste à risques spéciaux, agents souffrant de pathologie particulière.

→ Dans l'intervalle, les agents qui le demandent bénéficient d'un examen infirmier supplémentaire. Le médecin du service de médecine préventive définit la fréquence et la nature des visites médicales et prescrit la spirométrie en fonction de l'activité exercée par l'agent et assure les vaccinations spécifiques en sus du coût de la visite.

- Pour le volet paramédical et social, la collectivité formule une demande d'étude lorsqu'elle estime qu'un avis de restriction d'aptitude ou de reclassement émis par le médecin nécessite un accompagnement.
- Pour le volet hygiène et sécurité l'ACFI procédera à des visites d'inspection (contrôle des conditions d'application des règles d'hygiène et sécurité, proposition d'amélioration l'hygiène et la sécurité...). L'ACFI intervient en cas de désaccord entre la collectivité et le CHS ou le Comité Technique dans la résolution d'un danger grave et imminent....
- Pour le volet organisationnel et statutaire, lorsque la collectivité estime qu'un avis de restriction d'aptitude ou de reclassement émis par le médecin nécessite un accompagnement, la commission prévention et santé au travail peut faire intervenir un ou plusieurs membres de l'équipe pluridisciplinaire pour accompagner la Collectivité dans ses démarches.
- Commissions paritaires et commission prévention et santé au travail : le médecin de prévention et l'ACFI peuvent participer, avec voix consultatives à concurrence de deux, aux réunions du CHSCT. L'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire participe mensuellement à la commission prévention et santé au travail, qui siège au Centre de Gestion : améliorer le bien-être au travail, accompagner les agents en difficultés physique, psychique et/ou sociale, diminuer la sinistralité dans la collectivité.

Coût horaire :

Le nombre de visites médicales facturées à la collectivité génère un temps forfaitaire de prestation gratuite (psychologue, ergonome...). Ce temps forfaitaire est de 20 minutes pour 3 visites, exceptionnellement doublé jusqu'au 31/12/2018.

Au-delà de ce forfait, le coût horaire de la mise à disposition d'un acteur de prévention du CDG 54, est fixé à 55 €.

L'intervention du service social ne rentre pas dans le dispositif du temps de prévention, elle n'est pas facturée à la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, Monsieur JOUBERT s'abstenant, décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat Prévention et Santé au Travail avec le Centre de Gestion de Meurthe et Moselle, qui prend effet le 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2020.

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Le Président,
Fabrice CHARTREUX